nécessaires immédiatement parce que certains tests ne sont pas encore prêts ou n'ont pas été effectués.

* * *

LE COMMERCE

LA RECOMMANDATION D'UN COMITÉ CONCERNANT LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce international. Hier, il a annoncé qu'il renonçait à l'idée de créer une société nationale de commerce au Canada. Pourtant, l'an dernier, un comité composé de représentants de tous les partis a recommandé après 270 réunions, la création d'une telle société en vue de promouvoir le commerce dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises. Le rapport stipulait également que cette société pourrait accroître les exportations de quelque 14 milliards de dollars par an. Compte tenu de ce qui précède et comme le comité jugeait ce projet d'importance primordiale, le ministre peut-il nous dire pourquoi il rejette l'idée de créer cette société commerciale dans notre pays?

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, comme le député le sait, la recommandation du comité parlementaire prévoyait un capital initial de près de 300 millions de dollars, dont 50 p. 100 proviendrait du secteur privé et 50 p. 100 du gouvernement. Comme vous le savez, nous accordons une haute priorité, à l'heure actuelle, au financement des exportations. C'est la façon la plus rapide de créer des emplois au Canada. Le député conviendra certainement que, en vue de redresser la situation actuelle, il faut avant tout restreindre l'inflation et créer des emplois pour l'industrie canadienne. C'est pourquoi tous les crédits mis à ma disposition sont consacrés en priorité au financement des exportations.

Nous n'avons pas renoncé au projet de société nationale du commerce. Nous avons reporté la décision jusqu'à ce que le secteur privé, qui, pour le moment, n'a pas proposé d'allouer 75 ou 100 millions de dollars au financement de la société prenne une décision. Le jour où il jugera ce projet important, nous serons heureux d'étudier la proposition.

LES RAISONS DE N'AVOIR PAS SUIVI LA RECOMMANDATION

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Madame le Président, combien de temps encore le ministre compte-t-il attendre? Le quart du PNB est tributaire des exportations. La plupart des autres pays ont leurs propres sociétés commerciales et maisons de commerce. Notre participation sur le marché mondial a faibli. Notre commerce des produits de fabrication accuse un déficit de 21 milliards de dollars. Eu égard à tout cela, je demande très précisément au ministre quelle nouvelle preuve il lui faut encore avant de consentir à établir une société nationale de commerce en vue d'aider les petites et moyennes entreprises du pays?

● (1440)

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce international)): Tout d'abord, je tiens à préciser, madame le Président,

Questions orales

que le commerce ne constitue pas 25 p. 100 du PNB, mais bien 23 p. 100. Ensuite, le député s'intéresse-t-il aux emplois créés maintenant, vu le taux élevé du chômage qui sévit à l'heure actuelle? Rien ne garantit qu'un seul emploi serait créé par suite de la constitution d'une société nationale de commerce. Toutefois, le financement des exportations garanti, dès le jour même de la signature d'un contrat, que des emplois seront créés ici même, au pays, et c'est sur cela que nous mettons l'accent maintenant.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'EMPRUNT

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. A cause du peu d'empressement des banques, les obligations destinées aux petites entreprises ont été d'un maigre secours pour les agriculteurs en quête de crédits afin de faire face à leurs graves difficultés financières. Par conséquent, le ministre a-t-il fait de fortes pressions auprès de son collègue le ministre des Finances pour qu'il permette à la Société du crédit agricole d'augmenter son pouvoir d'emprunt de telle sorte que les agriculteurs canadiens obtiennent, au taux d'intérêt de 10 p. 100, l'argent supplémentaire dont ils ont besoin pour régler les problèmes financiers qui les assaillent actuellement?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, je répondrai tout d'abord au député que le programme d'obligations pour le développement de la petite entreprise a permis de prêter au total près de deux milliards et demi de dollars à des petits entrepreneurs, et qu'il a donc été efficace dans certains cas. Nous avons collaboré étroitement avec un bon nombre d'agriculteurs ainsi qu'avec la Société du crédit agricole et les établissements de prêt. Ces derniers se sont entendus avec la Société pour accorder des prêts et des obligations à la petite entreprise. Il est vrai qu'il y a eu également des refus. Nous sommes en train d'étudier jusqu'où peut aller la Société du crédit agricole en raison des nouveaux pouvoirs législatifs qui lui ont été confiés. Nous tâchons d'agir le plus rapidement possible. Nous espérons être en mesure de faire une recommandation au ministre des Finances d'ici deux ou trois semaines.

LES INSTANCES DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE

L'hon. George Hees (Northumberland): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances, madame le Président. Le ministre le sait fort bien: la Fédération canadienne de l'agriculture a prié le gouvernement avec instance de consentir d'urgence des pouvoirs d'emprunt supplémentaires à la Société de sorte qu'elle puisse mettre des fonds additionnels, à 10 p. 100, à la disposition des agriculteurs qui sont dans de graves difficultés financières. Le ministre y songe-t-il sérieusement et quand prévoit-il pouvoir faire une déclaration à ce sujet?